

Comment le jardin est devenu notre cinquième pièce à vivre

Aujourd'hui plus que jamais, quelques mètres carrés d'espace vert, pour se détendre, recevoir, voire travailler, suffisent à améliorer notre bien-être. D'où ce besoin de soigner son extérieur au même titre que son intérieur.

Par Alyette Debray-Mauduy, Le Figaro, 1er juin 2020

Aujourd'hui, le jardin est perçu comme un cocon, un mode d'expression qui fait partie de l'image que l'on donne de soi, aux autres et à nous-mêmes.

Consulter un architecte paysagiste pour évoquer avec lui les projets d'aménagement qu'ils avaient eu tout le loisir d'imaginer durant le confinement, c'est la première chose que Stéphanie et Olivier (1) ont faite le 11 mai. Ils lui ont parlé de leurs thuyas à changer, pour cacher ce grillage peu esthétique. De leur terrasse qu'ils souhaitaient mieux agencée pour recevoir leurs amis ou encore de ce petit terrain en friche qu'ils ont lorgné pendant plusieurs mois dans l'idée de s'agrandir et de créer de nouveaux espaces à vivre. *«Jamais nous n'avons autant profité de notre jardin»*, constate le couple installé à Garches (92). Et comme celui-ci se divise en deux parties, chacun y a trouvé son petit coin à soi. *«Pendant qu'Olivier faisait son sport, je m'installais de l'autre côté pour travailler, poursuit Stéphanie. Entre deux Zoom, s'occuper de notre pré carré était de loin la meilleure façon de nous aérer les neurones. Nous avons enlevé les mauvaises herbes, bichonné notre gazon et changé les jardinières.»*

Plus généralement, ce besoin de se reconnecter avec la terre a été vital pour de nombreux Français. *«Revenir aux sources est la réponse que certains ont trouvée au contexte actuel et au monde d'après qui se profile, où les crises économiques et sociales vont être d'une violence inouïe»*, analyse le sociologue Gérard Mermet (2).

Le psychologue Michel Lejoyeux voit quant à lui dans cette tendance - loin d'être symbolique - la nécessité de revenir à des choses matérielles et concrètes. *«Entre les Zoom, les apéros en ligne et les achats sur internet, nous avons vécu dans un monde totalement virtuel. Le jardinage - comme la peinture ou la sculpture - nous a permis de renouer avec une vie plus concrète et naturelle.»*

Pendant le confinement les ventes de plantes potagères - tomates, courgettes, poivrons - ont explosé, comme si les Français souhaitaient modifier leurs habitudes de consommation

Certes, cette appétence pour tout ce qui touche de près ou de loin au jardin ne date pas d'hier. Cela fait plusieurs années déjà que l'on conçoit ce dernier comme un lieu de vie à part entière, où l'on reçoit, où l'on bouge, où l'on se prélassé... En mars dernier, quelques jours avant le confinement, une étude Kantar révélait que, pour quatre Français sur cinq le choix d'une maison avec jardin était motivé par l'envie d'avoir une pièce à vivre supplémentaire. Même s'il est trop tôt pour avancer de nouvelles données statistiques, il est évident qu'après deux mois de quarantaine le phénomène s'est confirmé, voire accentué. La chaîne Botanic n'a pas encore d'éléments chiffrés mais elle a clairement constaté un engouement général pour cet univers. *«Pendant le confinement les ventes de plantes potagères - tomates, courgettes, poivrons - ont explosé, comme si les Français souhaitaient modifier leurs habitudes de consommation, explique Jean Bourgitteau, directeur de la région Paris et Centre. Nous avons été en rupture de stock de semis de salades, par exemple. Dès le 11 mai, nos clients se sont rués vers le végétal - les plantes décoratives, les lauriers roses, les taupinières, les dipladénias - et tout récemment sur le mobilier - salons de jardin et barbecues en tête.»* Les heureux propriétaires d'un jardin veulent clairement en faire l'annexe de la maison. Un «outdoor living» - traduisez un salon d'extérieur - à l'américaine où la tendance est née il y a une bonne dizaine d'années. *«Aujourd'hui, il est perçu comme un cocon, un mode d'expression qui fait partie de l'image que l'on donne de soi, aux autres et à nous-même»,* ajoute le sociologue Gérard Mermet. D'où l'importance de l'aménager au mieux. À l'heure où la distanciation sociale est de mise et restera sans doute dans nos habitudes ces prochains mois - jusqu'à la découverte d'un vaccin contre le Covid-19 -, il est évident que la culpabilité est moindre de recevoir ses amis en plein air, dans des conditions optimales.

Installée en région parisienne, dans les Hauts-de-Seine, Anne a ainsi profité du confinement pour installer son salon de jardin. *«J'ai commandé un banc et une table basse chez Fermob pour créer un espace convivial. Je viens juste de les recevoir, le timing était parfait. Et en attendant de recevoir mes amis et mes voisins, ils nous servent pour travailler, tout en profitant du beau temps.»* Vu de l'extérieur, ce mode de vie «campagnard» est en passe de séduire de plus en plus de citadins.

(1) Les prénoms ont été modifiés. (2) Auteur de «Francoscopie 2030», Éditions Larousse.

Après Boulinier, une autre librairie ferme dans le Quartier Latin

Par Léa Mabilon, Le Figaro, 1^{er} juin 2020

Après la librairie Boulinier, c'est au tour de la librairie Picard & Epona d'Actes Sud de mettre la clef sous la porte. Le Quartier latin se vide petit à petit des enseignes littéraires qui ont fait sa réputation...

Voilà. On aurait presque envie de dire, avec résignation : «*Et une de plus!*». Avec sa devanture rouge grenat, impossible de rater cette petite échoppe de la rue Séguier, située au cœur du Quartier Latin dans le 6^e arrondissement.

Spécialisée dans l'archéologie, l'histoire antique et l'architecture, la librairie Picard & Epona s'était fait une place de choix dans ce quartier mythique de la capitale, réputé pour ses innombrables institutions littéraires.

«*C'était ma librairie préférée* », s'exclame avec étonnement un passant, voyant la boutique fermée . «*J'y passais très régulièrement, juste après mon tour à la librairie Mazarine* », continue-t-il sans dissimuler sa déception. Ce vendredi 29 mai, l'enseigne du groupe d'édition Actes Sud comptant quelque 10 000 exemplaires, a fermé ses portes définitivement, laissant derrière elle un vaste local vide. À l'intérieur, on décèle sur les étagères l'emplacement de ses anciens locataires. À l'extérieur, un panneau bleu «*à louer* » donne le ton.

Nous souhaitions monter cette librairie en ciblant sur les originaux et les livres jeunesse, mais il faut se rendre à l'évidence, les gens ne viennent plus. Donc ça n'a pas marché

Ce nouveau verrou scelle un peu plus le sort des librairies du quartier. Car à cette triste nouvelle s'ajoute également celle de la librairie Boulinier, illustre enseigne du livre d'occasion logée sur le boulevard Saint-Michel, qui a également annoncé sa fermeture définitive à la mi-juin. La cause ? Des loyers trop élevés, un manque d'aide de la part du service public et une crise sanitaire qui n'a rien arrangé.

Du luxe sur les étagères

Si du côté des Éditions Actes Sud et de sa directrice Françoise Nyssen, ancienne ministre de la Culture, «*la décision de fermer Picard & Epona a été prise avant le début du confinement*», elle soutient néanmoins l'urgence de ces établissements en voie de disparition.

En face de la boutique, juste au coin de la rue Séguier et de la rue Saint-André-des-Arts, campe d'ailleurs une autre enseigne de la maison d'édition, ayant pris le chemin de l'exode il y a deux ans.

« Nous souhaitions monter cette librairie en ciblant sur les originaux et les livres jeunesse, mais il faut se rendre à l'évidence, les gens ne viennent plus. Donc ça n'a pas marché », confie Françoise Nyssen. Des lieux abandonnés qui s'additionnent dans un Quartier Latin en plein déclin. *« Où sont passées des librairies comme le Divan ? Pourquoi ces institutions ont-elles fermé ?,* questionne la directrice de la maison d'édition. *Car plus personne ne peut assurer les loyers, et ceux-ci seront possiblement rachetés par des magasins de luxe. C'est ça la réalité. »*

Une librairie qui ferme, c'est toujours une tragédie

Un coup terrible pour ces amoureux du livre qui s'adonnaient au simple bonheur de plonger leur nez dans les pages d'un bouquin.

Dématérialiser pour mieux régner ?

« Une librairie qui ferme c'est toujours une tragédie », confie un second passant, stoppant son vélo net face à la vitrine vide de Picard & Epona. Mais pour Françoise Nyssen, cette fermeture représenterait au contraire un acte de survie. Car face à la montée des tablettes numériques et de la vente en ligne, les commerçants n'ont d'autres choix que de s'aligner.

« Le secteur de l'archéologie et de l'histoire est très important mais reste néanmoins difficile à défendre. Fermer notre lieu dans le 6^e arrondissement et privilégier la vente par correspondance, qui représente une grosse partie de notre activité, est notre seule option pour continuer à exister », finit-elle par expliquer.

La librairie Mazarine, située dans le 6^e arrondissement, s'apprête également à vendre sa boutique au plus offrant.

Pierre Durieu, propriétaire de la librairie Mazarine située à quelques rues plus loin, ne semble pas du même avis. Selon lui, les boutiques indépendantes de livres spécialisés et de livres anciens sont inexorablement vouées à disparaître.

Passionné de littérature depuis tout petit, cet homme de 70 ans s'apprête également à vendre. *« Cela fait un an et demi que je cherche un remplaçant pour ma librairie. Mais je suis spécialisé dans les livres anciens, et personne n'en veut plus. »*

Village cherche restaurateurs désespérément

La fermeture du bar-restaurant peut être fatale à la vie d'un village. L'opération « 1 000 cafés » propose de les sauver et permet au passage au promoteur de ce programme, le Groupe SOS, de tisser son réseau.

Par Anne Rodier Publié le 30 mai 2020, Le Monde

Les pierres roses du café La Table des saveurs à La Dornac sont lumineuses même sous la pluie. Dans ce petit village de Dordogne, situé à mi-chemin entre Sarlat et Brive-la-Gaillarde, les 420 habitants s'impatientent. « *On attend que ça ouvre !* », lance enthousiaste Joël Catus l'un d'entre eux. L'unique commerce du village – un café-restaurant – qui avait fermé après sa mise en liquidation judiciaire pourrait bien rouvrir cette année malgré le Covid-19. Le maire sortant, Philippe Vieillefosse, l'a confirmé pour le 1^{er} août.

Plantée au milieu des chênes truffiers et des élevages de canards, La Dornac a été sélectionnée avec 23 autres communes de moins de 3 500 habitants pour participer au projet « 1 000 cafés », qui s'est poursuivi malgré le confinement. Ce programme de réouverture de commerces multiservices créé par le Groupe SOS, le numéro un français de l'entrepreneuriat social, est destiné aux villages qui n'en ont plus ou qui risquent de perdre le dernier. Le lot quotidien de 60 % des communes rurales, et de plus d'un tiers de la population française.

Epicerie et livraison de repas

Dans la Sarthe, les 466 habitants de Tresson n'avaient plus de dépôt de pain depuis six mois. « *Avec une population vieillissante, parfois sans voiture, avoir une épicerie de première nécessité, c'est très important*, souligne la maire, Chantal Buin-Chartier. Le bail a été signé avec "1 000 cafés" et, le 23 mars, DelicaTresson a ouvert son activité épicerie avec dépôt de pain, produits locaux, café et boissons fraîches à emporter, annonce-t-elle fièrement. Tout est prêt pour l'ouverture le 2 juin. »

En Meurthe-et-Moselle, Ugny aussi s'étiolait jour après jour. « *Les 750 habitants ne participent que très peu à la vie de la commune, car plus de la moitié d'entre eux vont travailler au Luxembourg voisin* », explique le maire, Robert Bourguignon. La commune a racheté une grange sur la départementale pour la transformer en bar-restaurant il y a dix ans. Mais cinq exploitants successifs s'y sont usés jusqu'à la fermeture. Rest'o Bar vient d'être relancé avec « 1 000 cafés », sur l'activité épicerie et livraison de repas à domicile, en attendant l'autorisation d'ouvrir le restaurant.

Vingt-quatre communes ont ainsi été sélectionnées par le Groupe SOS pour 2020. « Le lancement a été plus compliqué que prévu à cause du confinement. Et deux projets sont suspendus au renouvellement des équipes municipales. Mais on espère une vingtaine d'ouvertures de commerces cette année », affirme Sophie Le Gal, la directrice de ce programme. Concrètement, « 1 000 cafés » propose de louer ou racheter un local commercial d'un village, de recruter, former et garantir la rémunération des gérants (un mandataire social et un salarié sur la base du smic) qui tiendront le commerce.

« C'est tout bénéf, puisque c'est le Groupe SOS qui achète le bar-restaurant »
Yannick Villemin, maire de Girancourt (Vosges)

Lancé fin 2019, le projet, qui comme son nom l'indique vise à implanter 1 000 cafés dans les villages, a bénéficié de solides appuis politiques. Après le mouvement des « gilets jaunes » et la prise de conscience nationale de la dévitalisation des villages et de l'importance du lien social, il a été inscrit à l'Agenda rural – un plan d'action gouvernemental pour réduire les inégalités territoriales – et présenté par le premier ministre, Edouard Philippe.

« Le ministère de la cohésion des territoires a versé une subvention de 80 000 euros en 2019 au Groupe SOS et un peu plus en 2020 pour amortir le lancement du projet », indique un porte-parole du ministère. Un article de la loi Engagement et proximité, promulguée le 27 décembre 2019, a aussi été cousu sur mesure pour cette initiative, en permettant aux villages de moins de 3 500 habitants de créer une licence IV, à la double condition qu'il n'y en ait pas déjà dans la commune et de ne pas la transférer au-delà de l'intercommunalité.

Le modèle proposé par « 1 000 cafés » apporte une réelle sécurité financière aux villages. « C'est tout bénéf, puisque c'est le Groupe SOS qui achète le bar-restaurant, explique Yannick Villemin, le maire de Girancourt (Vosges, 900 habitants). J'aime ce concept en association avec les élus. C'était une opportunité à ne pas manquer. Le propriétaire du Petit Campagnard a joué le jeu. Depuis dix-huit mois qu'il cherchait à vendre, il n'avait aucun contact. »

Détruire la liberté du commerce ne résoudra pas la crise de la biodiversité.

C'est peut-être parce qu'ils sont envieux de l'attention portée au changement climatique, ou alors parce qu'ils ambitionnent de monter un nouvel organisme intergouvernemental permettant d'expédier des scientifiques dans des mégakonférences, que des biologistes sont partis en vrille au sujet de la biodiversité en ce début mai 2020.

Ils ont raison de dire que beaucoup de choses vont mal dans le monde sauvage, que nous pouvons faire beaucoup plus pour le protéger, l'améliorer et le restaurer, mais une grande partie de la couverture dans les médias et beaucoup de déclarations de Sir Bob Watson, président de la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (*Intergovernmental Panel on Biodiversity and Ecosystem Services – IPBES*) sont franchement étranges.

Les menaces qui pèsent sur la biodiversité ne sont pas nouvelles, elles ne sont pas nécessairement en train de s'accélérer, elles sont principalement dues à d'autres causes que la croissance, la prospérité économique ou le changement climatique et elles ne seront pas contrées en se repliant sur du bio en autarcie. Voici quelques petits rectificatifs.

La plupart des destructions de biodiversité par l'être humain sont anciennes.

Les vitesses d'extinction des espèces de mammifères et d'oiseaux ont connu un pic au XIXe siècle principalement à cause des navires qui ont amené des rats dans les îles. La dernière extinction d'une variété d'oiseaux nicheurs en Europe concernait le Grand Pingouin, c'était en 1844. Voici des milliers d'années les chasseurs-cueilleurs de l'Âge de pierre ont provoqué des extinctions de masse de mégafaune en Amérique du nord et du sud, Australie, Nouvelle Zélande et Madagascar, sans la participation de la technologie moderne et sans capitalisme. Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus d'extinctions mais la principale raison, et de loin, est toujours l'invasion d'espèces étrangères, en particulier sur les îles : ce sont des champignons chytrides qui ont éradiqué des grenouilles et des crapauds, c'est le paludisme aviaire qui a éradiqué beaucoup de drépanidinés de Hawaï.

Il s'agit d'un problème particulier qui peut être traité et compensé, mais il faudra des technologies, de la science et de l'argent, plutôt que de se replier en autarcie en mangeant des graines. L'éradication des rats sur l'île de Géorgie du sud a été une réussite exemplaire, avec des hélicoptères, le GPS et beaucoup de science.

L'idée que le problème vient des valeurs occidentales ou du capitalisme est fautive.

Au final ce qui réduit vraiment la biodiversité c'est une forte population pauvre qui exploite un territoire. Lorsqu'un pays s'enrichit et adopte l'économie de marché il inverse généralement le cours de la déforestation, il ralentit la disparition d'espèces et il inverse le déclin de certaines espèces.

Un pays comme le Bangladesh est à présent suffisamment riche pour faire croître ses forêts au lieu de déforester, et c'est comme cela dans le monde entier. Et il s'agit principalement de forêts primaires, pas de plantations.

Concernant les animaux sauvages, pensez à toutes les espèces qui sont de nouveau abondantes en Grande-Bretagne : loutres, balbuzards, aigles marins, milans, grues, castors, cerfs, et bien d'autres.

Pourquoi y a-t-il de plus en plus de loups dans le monde, de moins en moins de lions, à peu près autant de tigres ? Tout simplement parce que les loups vivent dans des pays riches, les lions dans des pays pauvres et les tigres dans des pays à revenus moyens. La prospérité est la solution et non pas le problème.

Les médias ignorent le fait que des espèces sont tirées d'affaire.

La BBC a utilisé un chant de baleine à bosse pour illustrer les espèces menacées d'extinction. La population des baleines à bosse était tombée à quelques milliers dans les années 1960 et elle figurait sur la liste des espèces dites en danger.

Quelle qu'en soit la raison, les activistes écologistes détestent parler des réussites des protecteurs de l'environnement en matière de sauvegarde des espèces, de restauration de populations et de réintroduction dans la nature. Ils préfèrent insister sur les menaces. Cela apporte davantage de publicité et de dons mais répand aussi un sentiment de désespoir qui fait que beaucoup de gens ordinaires se sentent impuissants plutôt qu'impliqués. Il est temps d'ouvrir un débat honnête au sujet de ce que nous pouvons faire pour préserver la vie sauvage, plutôt que de crier comme Private Frazer « nous sommes tous foutus ! »

D'après www.contrepoints.org, 27/05/2020

L'Observatoire de la laïcité veut donner une valeur juridique au baptême civil.

L'Observatoire de la laïcité souhaite instaurer dans la loi l'obligation pour les maires de célébrer une cérémonie de « parrainage civil et républicain » à la demande des parents qui le souhaitent.

Le parrainage républicain ne vous dit pas grand-chose ? Et pour cause, les cérémonies sont pratiquées au bon vouloir des maires et n'ont rien d'officiel. Pour sortir de cette ambiguïté, l'Observatoire de la laïcité a proposé, dans un avis publié le 13 février, que ce baptême civil – inscrit hors du cadre religieux – soit reconnu. Il préconise de donner une valeur juridique au « parrainage civil et républicain », qui n'a aujourd'hui « pas de valeur légale et contraignante ».

Le but ? « Offrir aux parents qui ne sont pas religieux la possibilité d'avoir une cérémonie pour permettre à leur enfant d'avoir des référents capables de les accompagner dans leur vie », explique Nicolas Cadène, rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité.

Pas d'obligation pour les maires.

La pratique n'est prévue par aucun texte et ne consiste aujourd'hui qu'en un engagement moral d'ordre privé. « Peu de personnes sont au courant de l'existence de ce parrainage et les maires ne sont pas dans l'obligation de le célébrer », détaille Nicolas Cadène. Aucun cérémonial n'est d'ailleurs préétabli.

Quel est le rôle des parrains et des marraines ?

En demandant l'instauration d'un nouveau rite, l'Observatoire entend renforcer la « cohésion nationale » et encourager « l'intégration dans la République de tous les citoyens ». « La France laïque n'a jamais vraiment travaillé les rituels républicains », analyse le sociologue de la famille, François de Singly.

L'Observatoire s'appuie sur une proposition de loi datant de 2015, adoptée par le Sénat et transmise à l'Assemblée nationale. Portée par le groupe socialiste, celle-ci prévoyait d'inscrire l'acte, signé par toutes les parties, dans « le registre des actes de parrainage républicain ».

L'organe chargé de conseiller le gouvernement sur les questions de laïcité préconise que les municipalités soient obligées d'organiser la cérémonie si les parents le demandent. Et ce, dans la commune où l'un des deux parents à son domicile ou sa résidence. L'Observatoire complète la proposition de loi en indiquant que les référents pourront être de même sexe et en suggérant la lecture d'un texte rappelant le principe de laïcité durant la cérémonie.

« Apprentissage de la citoyenneté »

La mission qui serait allouée aux parrains et marraines reste floue. La proposition de loi de 2015 indique que le parrainage consiste à « concourir à l'apprentissage par l'enfant de la citoyenneté dans le respect des valeurs républicaines ». Pour Nicolas Cadène, « c'est aux parents de définir précisément les missions ». « Plus qu'un rituel d'entrée, ce parrainage pourrait avoir son importance dans le fait qu'un enfant a besoin, ou aura besoin lors de son adolescence, d'autres adultes qui puissent l'accompagner », estime François de Singly.

L'Observatoire de la laïcité déplore des « tensions toujours très vives ».

Les référents pourront-ils se substituer aux parents en cas de décès ? « Cela pourra être inscrit mais cela restera un engagement moral, il n'y aura pas de conséquences juridiques », répond Nicolas Cadène. Pour ce qui est de l'âge limite de l'enfant, « c'est au législateur de décider », tranche-t-il.

En 2006 et 2008 déjà, deux propositions de loi des députés de droite, Jaques Myard et Richard Maillie, demandaient l'officialisation de la cérémonie de parrainage. Elles n'ont pas abouti.